

Enfin stabilisée, l'industrie française veut pouvoir repartir de l'avant

- Avant que l'Elysée ne prononce ses arbitrages sur le pacte productif, les industriels français rivalisent de suggestions afin de convaincre Bercy de leur donner les moyens de remonter la pente.
- Les principales propositions concernent la fiscalité.

INDUSTRIE

Julien Dupont-Calbo
@jdupontcalbo

Le précipice semblait sans fin et la chute interminable, mais l'industrie française s'est bel et bien accrochée aux branches depuis cinq ou six ans. Assez en tout cas pour mettre fin à la désindustrialisation entamée il y a près d'un demi-siècle et penser désormais aux moyens de remonter la pente. « Nous sommes stabilisés, mais le pronostic vital est toujours engagé. Notre industrie est de plus en plus offshore, et les centres R&D vont finir par suivre les usines. Il faut agir encore pour conserver notre industrie », avertit le président de l'Alliance pour l'industrie du futur, Bruno Grandjean.

Pour ce faire, les industriels hexagonaux et leurs représentants misent gros sur le pacte productif lancé en avril dernier par Emmanuel Macron, en espérant qu'il s'agira bien d'un « acte II » du rapport Gallois datant de 2012. Le président de la République doit donner ses arbitrages en début d'année prochaine. D'ici là, tout le monde fourbit ses arguments et brandit ses bonnes idées à l'heure où l'Usine extraordinaire ouvre ses portes à Marseille, pour sa deuxième édition. Le Conseil national de l'industrie, présidé par le Premier ministre Edouard Philippe, se tient d'ailleurs jeudi à deux encablures du Vieux Port.

Toujours ces impôts de production

Les propositions des uns et des autres tournent toujours autour des mêmes thèmes récurrents : réduire les impôts de production, favoriser l'investissement et promouvoir les filons d'avenir et l'apprentissage.

Mais pour le moment, les premières suggestions concernent bien la fiscalité. « Monter en gamme prend du temps. Si à court terme on ne baisse pas les coûts, le pacte productif ne sera ni crédible ni robuste »,

souligne Philippe Varin, le président de France Industrie – les fédérations industrielles du Medef –, lequel déplore que la production hexagonale « perde encore du terrain sur ses voisins ».

Au-delà d'un élargissement des charges salariales sur les salaires médians (de 2,5 à 3,5 fois le SMIC), France Industrie souhaite obtenir à partir de l'an prochain « une trajectoire ambitieuse » de réduction des impôts de production, qui pourrait atteindre 20 milliards d'euros sur les cinq prochaines années (sur un total de 80 milliards actuellement, 70 de plus qu'en Allemagne). « C'est le minimum », indique le vice-président de France Industrie, Philippe Darmayan. Ce dernier estime qu'il faudrait supprimer la C3S (une taxe sur le chiffre d'affaires pour financer la Sécu) et réduire « significativement » la CFE, la taxe d'habitation des usines.

« Hyperamortissement »

France Industrie esquisse également l'idée de donner aux collectivités locales le droit d'accorder des exonérations sur le CFE, la taxe sur la valeur ajoutée (CVAE) et la taxe foncière, ou encore celle de développer le suramortissement.

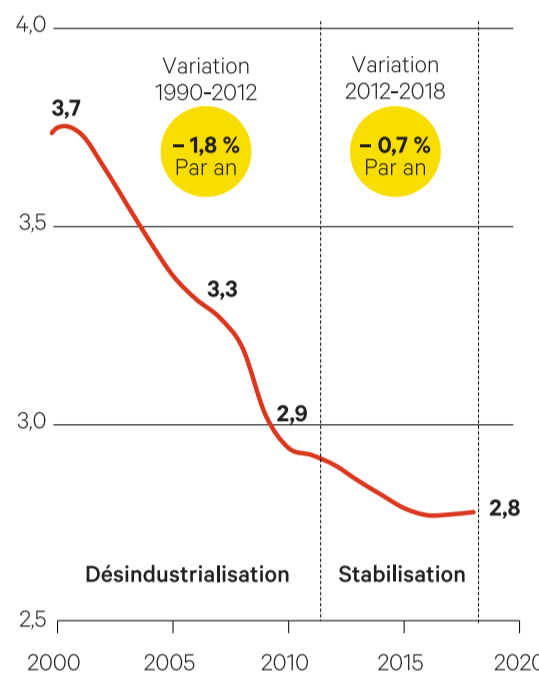
« Nous avons un travail sur la compétitivité coût à réaliser, cela passe par une baisse des impôts de production, confirme Bruno Grandjean. Le diagnostic est partagé par le gouvernement, mais pour l'instant, les choses ne bougent pas. » Au cas où la situation resterait figée à ce niveau, l'Alliance pour l'industrie du futur met aussi sur la table le sujet d'un « hyperamortissement » pour les investissements industriels, avec une enveloppe annuelle de 3 à 4 milliards d'euros.



À NOTER
Le Conseil national de l'industrie devrait bientôt mettre en place une nouvelle filière industrielle, consacrée aux machines et aux biens d'équipement.

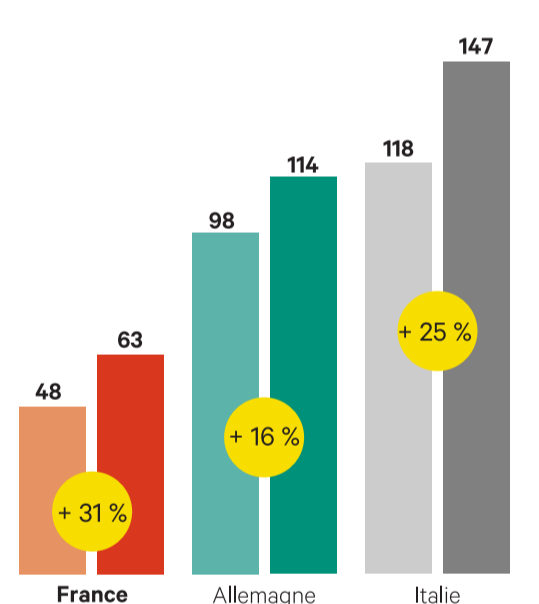
La désindustrialisation semble enrayée

En millions de salariés



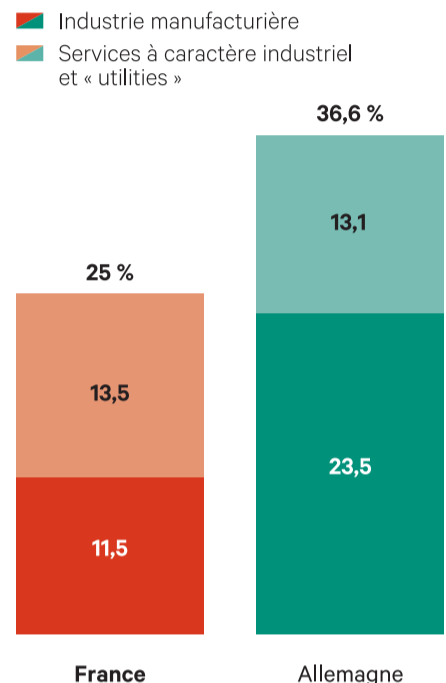
Les usines manquent de robots

Nombre de robots pour 10.000 employés, en 2017



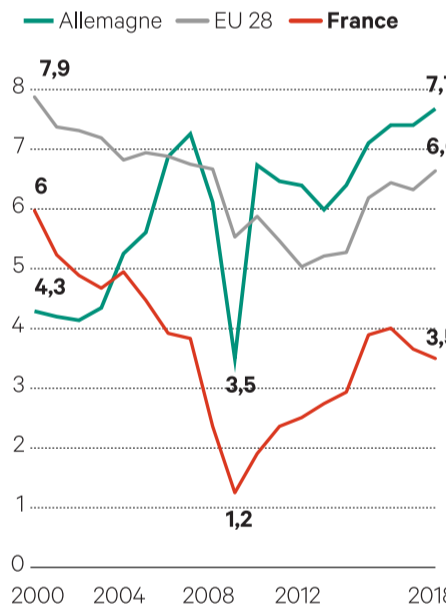
L'industrie pèse peu en France

En % de la valeur ajoutée du pays, en 2017



Une activité pas assez profitable

Taux de marge opérationnelle, en %



Les trois plaies des usines hexagonales

Si les usines tricolores ont retrouvé quelques couleurs, elles continuent de subir un certain nombre de manques qui empêchent l'industrie française de se relancer, relève une étude d'Accenture.

L'hémorragie est jugulée depuis quelques années, mais la désindustrialisation a laissé de profondes cicatrices en France. Si elles ont repris quelques couleurs, les usines hexagonales pâtissent

aujourd'hui d'un certain nombre de handicaps qui obèrent leur capacité de rebond durable, estime une étude d'Accenture réalisée pour l'Alliance industrie du futur, le Gimélec et le Symop. Revue non exhaustive des grandes failles du système productif français.

1 DES MARGES TROP FAIBLES

Comment investir sereinement et créer de nouvelles usines avec un niveau de rentabilité trop bas ?

Depuis 2000, l'industrie tricolore a perdu 2,5 points de taux de marge opérationnelle – celui-ci atteignant en 2018 un faible niveau de 3,5 %. Soit 3 points de moins que la moyenne européenne et 4,2 points de moins que l'Allemagne. « C'est un vrai problème. Il faut absolument avoir davantage de marge de manœuvre pour investir », pointe Max Blanchet, l'auteur de l'étude.

Selon lui, ce décalage tient du faible niveau de rotation du capital des producteurs tricolores – lié à un souci d'adéquation de l'offre – et de la taxation. Car, dans l'Hexagone, la productivité du travail dans l'industrie est similaire à celle de l'Allemagne et meilleure qu'au Royaume-Uni ou qu'en Italie. Le souci, c'est que les gains de productivité se traduisent en France par des réductions d'effectifs et non par une hausse de la production comme de l'autre côté du Rhin...

2 DES USINES PAS ASSEZ MODERNES

Si l'écrémage de la désindustrialisation a naturellement sorti les sites les plus vétustes du parc, les « survivants » ne sont pas pour

autant suréquipés. En France, le taux de robotisation dans l'industrie, excepté en automobile, atteignait en 2016 quelque 63 robots pour 10.000 employés. Le chiffre a progressé de 31 % depuis 2008, mais il reste bien loin de celui affiché par le voisin allemand (114) ou l'Italie (147).

De fait, ce n'est pas une question d'investissement. Comparativement, les industriels hexagonaux dépensent plus que leurs voisins européens, mais dirigent leurs efforts vers la R&D et la numérisation. Les concurrents italiens, eux, font l'inverse. « Nous avons quelques bribes, mais nous n'avons pas de grands fabricants de robots ou de machines. Il y a urgence sur ce point : en avoir permet de disposer naturellement des dernières technologies de production et de créer automatiquement un cercle vertueux vers la montée en gamme », souligne Bruno Grandjean, le président de l'Alliance industrie du futur.

3 DES LOCOMOTIVES TROP INTERNATIONALISÉES

La France ne semble plus pouvoir

compter sur l'automobile ou l'agroalimentaire pour redorer sa balance commerciale. C'est d'ailleurs l'évolution de ses « poids lourds » qui la grève depuis quelques années. Si l'on prend la valeur ajoutée créée en France en 2017 par le secteur manufacturier au sens large, la construction automobile pèse moins que l'industrie électronique et électrique...

Mais surtout, ce sont les pratiques de ces grands groupes qui interrogent. « Notre base offshore est trop importante. Quand nos industriels créent dix emplois en France, ils en créent sept à l'étranger dans le même temps. C'est beaucoup plus que nos voisins », déplore Bruno Grandjean.

Selon l'étude d'Accenture, la part de la valeur ajoutée importée dans l'Hexagone est de 36 %, contre 29 % en Allemagne et 24 % en Italie – deux pays qui exportent davantage leur production. « Il n'y a aucune raison fondamentale de faire moins que les autres à cet égard », juge Max Blanchet. Nous avons laissé filer notre industrie... » — J. D. C.

Compétitivité : l'inquiétude gagne les services

Selon Rexecode, la part de marché des exportations de services français dans la zone euro est passée de 17,8 % en 2013 à 16,4 % en 2018.

Guillaume de Calignon
@gcalignon

Le changement de cap économique du gouvernement suite aux « gilets jaunes » a relancé la crainte du Medef d'un déclassement. Lors d'un colloque organisé sur la compétitivité au siège de l'organisation patronale la semaine dernière, les chefs d'entreprise français apparaissent inquiets. Certes, « l'industrie hexagonale semble avoir stabilisé ses parts de marché dans la zone euro », constate Denis Ferrand, le directeur général de l'institut Rexecode, proche du patronat. Mais l'économiste rappelle quelques chiffres qui donnent l'ampleur du déclin, la stabilisation des capacités industrielles s'effectuant à un niveau très bas.

D'abord, « depuis 2000, la France a perdu un quart de ses emplois industriels, soit la même proportion que la Grèce ». Ensuite, poursuit-il, « aucun pays développé n'a connu une telle contraction de sa base productive ». Il est vrai que depuis 2000, le nombre d'entreprises industrielles a baissé de 39 % en France. Pour l'instant, ce recul est enrayé mais « quand nous répondons à un appel d'offres, nous avons systématiquement un écart de compétitivité en matière de coûts par rapport à nos concurrents étrangers », insiste Anne-Charlotte Fredenucci, présidente du groupe Ametra, spécialisé dans l'ingénierie pour l'aéronautique et la défense. Sous-entendu : le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), transformé en allègement de charges sociales depuis le 1^{er} janvier dernier, n'a pas réglé tous les problèmes.

Peser dans le débat

Mais désormais, l'inquiétude se porte moins sur l'industrie que sur les services. La part de marché des exportations de services français dans la zone euro est passée de 17,8 % en 2013 à 16,4 % en 2018. Il s'agit des services financiers, de transport, d'assurance, la R&D ou encore les services mais aussi les revenus tirés du tourisme. « Nous assistons à un déplacement de l'enjeu de la compétitivité, qui s'est désormais élargi aux services. Il s'agit donc d'un problème de système productif et pas seulement industriel », avance Denis Ferrand.

Le Medef veut donc peser dans le débat qui s'est ouvert le mois dernier sur le pacte productif, et notamment sur la question de la baisse des impôts de production, mesure soutenue par le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire. Pour le patron de l'organisation patronale, Geoffroy Roux de Bézieux, en ne supprimant pas certains impôts de production, qui atteignent tout de même 72 milliards par an, « on s'est arrêté en chemin » après la mise en place du CICE.

Ce à quoi Louis Gallois, l'ex-patron d'Airbus qui a mis le sujet de la compétitivité sur la table en 2012, a répondu : « Je partage le diagnostic sur la compétitivité et sur le fait que les impôts de production sont aberrants. Mais comment financer cette baisse ? Pour demander des efforts à la nation, il faut savoir ce que les entreprises feront en retour. Seraient-elles prêtes à revenir sur une partie des aides aux entreprises qui représentent 105 milliards d'euros par an ? » ■

Les Echos
Le Parisien
ANNONCES

Publiez vos ventes aux enchères immobilières dans Les Echos

annonces.lesechosleparisien.fr
01 87 39 70 08